Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de la mer et des transports

Demande d'inscription à une option de base du permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur

cerfa

N° 14681*01

Eaux maritimes : option « côtière » ☐

Eaux intérieures : option « eaux intérieures » ☐

Décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 modifié - Arrêté du 28 septembre 2007 modifié

Identification du demandeur

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom de famille (suivi du nom d'usage s'il y a lieu) Prénoms (au complet dans l'ordre de l'état-civil)

Né(e) le A

Nationalité

Adresse complète :

Numéro Extension Nom de la voie

Code postal Localité Pays

Téléphone Courriel

Numéro du candidat(e) |_|_|_|_|_|_|_|_| (renseignement à fournir par l'établissement de formation)

Composition du dossier d'inscription

- La présente demande complétée
- Un timbre fiscal correspondant au droit d'inscription
- Un timbre fiscal correspondant au droit de délivrance **(1)**
- Une photocopie d'une pièce d'identité
- Un certificat médical de moins 6 mois selon le modèle défini (arrêté du 18/9/2007, annexe VI)
- Une photographie d'identité récente et en couleur **(2)**
- Le cas échéant, l'original du ou des permis mer et/ou fluviaux déjà obtenus

(1) Pour les candidats déjà titulaires d'un permis maritime ou fluvial, seul le droit d'inscription est exigé

(2) Les titulaires d'un permis délivré après le 1er janvier 2008 en sont dispensés

ELECTRONIQUE MARINE SERVICES
Electronique - Permis Bateau - Survie - Location
Rue des Bourrelières - 73018 Michel-Chef-Chef
02 40 39 77 46 - 02 40 64 93 40 (Fax)
480 355 999 00016 - APE/NAF 3[illegible]A
Agrément établissement bateau école 15/2008

Je soussigné(e), candidat(e), déclare sur l'honneur que les renseignements de la présente demande sont exacts ☐

Fait à :

Le,

Signature

Timbre fiscal correspondant au droit d'inscription (38 €)	Timbre fiscal correspondant au droit de délivrance* (70 €)
(à coller ici par le demandeur)	*(à coller ici par le demandeur)*

* Sauf candidat(e) déjà titulaire d'un permis plaisance

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à ce formulaire par les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme géographiquement dépendant où la demande a été déposée.